

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4892

[2007/203608]

**6 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1628/2006 de la Commission du 24 octobre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides nationales à l'investissement à finalité régionale;

Vu le Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides de minimis;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par le décret du 12 février 2004 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005 et 9 février 2006, notamment les articles 7, 9, 19, alinéa 1<sup>er</sup>, et 23, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005, 9 février 2006, 27 avril 2006 et 6 décembre 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 juin 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juin 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 43.867/2/V, donné le 24 août 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, les mots "L'administration accuse réception de celle-ci dans les quinze jours de la réception de la demande et fixe la date de prise en considération du programme d'investissements qui correspond à la date de réception de la demande." sont supprimés.

**Art. 2.** A l'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 est remplacé comme suit :

"Si l'entreprise ne respecte pas la condition visée à l'article 5, 3°, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la prime notifiée, par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine, à l'entreprise par l'administration.

Cette décision prend cours à dater de sa notification à l'entreprise et prend fin à dater de la réception par l'administration d'une nouvelle situation financière portant sur l'un des deux exercices comptables subséquents d'où il ressort que l'entreprise satisfait à la condition susmentionnée.;"

2° l'alinéa 4 est abrogé;

3° à l'alinéa 5, les mots "ou 4" sont supprimés et les mots "ou bilantaire répondant aux caractéristiques définies aux alinéas 3 et 4" sont remplacés par les mots "répondant aux caractéristiques définies à l'alinéa 3".

**Art. 3.** L'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 15. Dans les quatre mois qui suivent, selon le cas la réception du dossier visée à l'article 11, alinéa 2, des renseignements manquants visés à l'article 12, alinéa 2, ou de la nouvelle situation financière visée à l'article 12, alinéa 3, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision d'octroi ou de refus de la prime à l'investissement. S'il s'agit d'une décision de refus, l'administration la notifie à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi."

**Art. 4.** A l'article 16 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 27 avril et du 9 février 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, est remplacé par la disposition suivante :

"3° de la condition visée à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, pendant l'exercice comptable clôturé précédant la demande de liquidation de la prime à l'investissement.;"

2° à l'alinéa 2, les mots "pendant une durée de douze mois prenant cours à dater de l'introduction de la demande de liquidation" sont supprimés;

3° à l'alinéa 3, les mots "Passé ce délai, si l'entreprise n'a pas apporté" sont remplacés par les mots "Passé les délais visés à l'alinéa 2, dont la durée ne peut excéder 24 mois, si l'entreprise n'a pas apporté".

**Art. 5.** A l'article 17, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 27 avril et du 9 février 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, est remplacé par la disposition suivante :

"3° du respect de la condition visée à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, pendant l'exercice comptable clôturé précédant la demande de liquidation de la prime à l'investissement.;"

2° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots "pendant une durée maximale de douze mois prenant cours à dater de l'introduction de la demande de liquidation" sont supprimés;

3° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots "Passé le délai visé à l'alinéa 2, si l'entreprise n'a pas apporté" sont remplacés par les mots "Passé les délais visés à l'alinéa 2, dont la durée ne peut excéder 24 mois, si l'entreprise n'a pas apporté";

4° le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, est remplacé par la disposition suivante :

"3° du respect de la condition visée à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, pendant l'exercice comptable clôturé précédant la demande de liquidation de la prime à l'investissement.;"

5° au § 2, alinéa 2, les mots "pendant une durée maximale de douze mois prenant cours à dater de l'introduction de la demande de liquidation" sont supprimés et les mots "selon les modalités et délais convenus avec l'administration compétente," sont insérés après le mot "conformer";

6° au § 2, alinéa 3, les mots "Passé ce délai, si l'entreprise n'a pas apporté" sont remplacés par les mots "Passé les délais visés à l'alinéa 2, dont la durée ne peut excéder 24 mois, si l'entreprise n'a pas apporté".

**Art. 6.** A l'article 20 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "règlement (CE) n° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis," sont remplacés par les mots "règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis,";

2° à l'alinéa 2, les mots "au cours des quatre trimestres qui suivent" sont remplacés par les mots "au cours des huit trimestres qui suivent".

**Art. 7.** Dans l'article 22, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots "le dix-huitième" sont remplacés par les mots "le trentième".

**Art. 8.** L'article 24 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 24. La prime à l'emploi est liquidée sur présentation par la très petite entreprise de la preuve du maintien du personnel supplémentaire au cours de la période du 1<sup>er</sup> au 8<sup>e</sup> trimestre qui suit le trimestre de référence en produisant les déclarations multifonctionnelles à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale ou une attestation établie par un Secrétariat social agréé par le Ministre des Affaires sociales. Dans le cas où l'administration peut obtenir directement auprès d'autres administrations ou organismes ces données par voie informatique, la très petite entreprise est dispensée de les lui transmettre."

**Art. 9.** Dans l'article 34, 4°, c), du même arrêté, les mots "politique d'investissement et de production" sont remplacés par les mots "politique d'investissement, de production, d'intelligence stratégique, de différenciation et de gestion de normes de sécurité;"

**Art. 10.** L'article 36 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 36. § 1<sup>er</sup>. Trois types d'actions de conseil sont admises :

1° l'action urgente, quand l'entreprise connaît des difficultés ponctuelles et urgentes dans un ou plusieurs des domaines visés à l'article 34, 4°, a) ou h);

2° l'action ciblée, quand l'entreprise a un besoin spécifique et identifié dans un des domaines visés à l'article 34, 4°, d), e) et c) en ce qui concerne la gestion des normes de sécurité;

3° les autres actions, celles qui ne rentrent pas dans une des catégories définies aux 1° et 2°.

§ 2. L'intervention s'établit comme suit en fonction de l'action sollicitée :

1° pour une action urgente, celle-ci doit être réalisée par le conseil dans les trois mois qui suivent la décision de l'administration et sa durée est de quinze jours maximum;

2° pour une action ciblée, celle-ci doit être réalisée par le conseil dans les douze mois qui suivent la décision de l'administration;

3° pour une autre action, celle-ci doit être, sauf cas dûment justifié, réalisée par le conseil dans les vingt-quatre mois de la décision de l'administration.

§ 3. L'entreprise introduit auprès de l'administration une demande de prime aux services de conseil selon un formulaire type disponible auprès de celle-ci. L'administration en accuse réception dans les quinze jours de sa réception.

L'entreprise indique dans le formulaire de demande le type d'action souhaitée et motive son choix.

Dans le cas visé au § 1<sup>er</sup>, 3°, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision d'octroi de la prime aux services de conseil dans les trente jours de l'accusé de réception visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> en vue de la réalisation, par un conseil, d'une étude préalable d'une durée maximale de trois jours. Cette étude a pour but de procéder à un diagnostic global de l'entreprise et de préciser, parmi les domaines visés à l'article 34, 4°, ceux dans lesquels devrait s'opérer l'action de conseil."

**Art. 11.** L'article 37 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 37. Dans les trente jours qui suivent la réception d'une proposition d'action, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision d'octroi de la prime aux services de conseil qui précise les domaines dans lesquels s'opère l'action de conseil et la durée maximale de celle-ci.

L'administration accuse réception dans les quinze jours de la proposition d'action de conseil visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> et fixe la date de sa prise en considération qui correspond à la date de réception de celle-ci.

A la fin d'une mission de conseil, l'entreprise transmet un rapport à l'administration indiquant les recommandations du conseil ainsi que les perspectives de mise en œuvre de celles-ci."

**Art. 12.** Dans l'article 38 du même arrêté les mots "à l'article 36 ou du rapport visé à l'article 37" sont remplacés par les mots "à l'article 36, § 3, alinéa 3, ou du rapport visé à l'article 37, alinéa 3".

**Art. 13.** Les articles 25 et 26 du même arrêté sont abrogés.

**Art. 14.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 26bis libellé comme suit :

"Art. 26bis. Les articles 25 et 26 sont néanmoins, à titre transitoire, applicables aux demandes de prime à l'emploi relatives à des embauches antérieures au 2<sup>e</sup> trimestre 2006."

**Art. 15.** L'entrée en vigueur du présent arrêté est réglée comme suit :

1° les articles 1<sup>er</sup> à 5 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2007;

2° les articles 6 à 8 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> juillet 2007.

**Art. 16.** Les demandes de prime à l'emploi réceptionnées par l'administration à dater du 1<sup>er</sup> juillet 2007 portant sur des embauches effectuées à partir du 2<sup>e</sup> trimestre 2006 sont réglées par les articles 6 à 8.

**Art. 17.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur le, 6 décembre 2007.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 4892

[2007/203608]

**6. DEZEMBER 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1628/2006 der Kommission vom 24. Oktober 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf regionale Investitionsbeihilfen der Mitgliedstaaten;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1998/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf de minimis-Behilfen;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, abgeändert durch das Dekret vom 12. Februar 2004 und durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 und vom 9. Februar 2006, insbesondere der Artikel 7, 9, 19, Absatz 1 und 23, Absatz 1 des Dekrets;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005, vom 9. Februar 2006, vom 27. April 2006 und vom 6. Dezember 2006;

Aufgrund des am 19. Juni 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. Juni 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 24. August 2007 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 43.867/2/V;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 11, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, wird der Wortlaut «Innerhalb fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags bestätigt die Verwaltung dessen Empfang und legt das Datum fest, an dem das Investitionsprogramm in Betracht gezogen wird; dieses Datum entspricht dem Tag des Eingangs des Antrags.» gestrichen.

**Art. 2** - In Artikel 12 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, werden folgende Änderungen angebracht:

1° Absatz 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Wenn der Betrieb die in Art. 5, 3° erwähnte Bedingung nicht einhält, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Aufhebung der Prämie; die Verwaltung stellt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben oder jedes andere Mittel zu, durch welches dieser Zustellung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird.“

Dieser Beschluss tritt ab dessen Zustellung an den Betrieb in Wirkung, und endet am Tag, an dem bei der Verwaltung ein neuer finanzieller Ausweis eingeht, der sich auf eins der beiden folgenden Rechnungsjahre bezieht und aus dem hervorgeht, dass der Betrieb der vorerwähnten Bedingung genügt.“;

2° Absatz 4 wird aufgehoben;

3° in Absatz 5 wird der Wortlaut „oder 4“ gestrichen und der Wortlaut „oder Bilanzausweis vorlegt, der den in Absatz 3 und 4 bestimmten Merkmalen entspricht“ durch den Wortlaut „vorlegt, der den in Absatz 3 bestimmten Merkmalen entspricht“ ersetzt.

**Art. 3** - Artikel 15 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 abgeänderten Fassung wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 15 - Binnen vier Monaten nach dem Empfang, je nach Fall, der in Art. 11, Absatz 2 erwähnten Akte, der in Art. 12, Absatz 2 erwähnten fehlenden Informationen oder der neuen Finanzlage im Sinne von Art. 12, Absatz 3 fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Gewährung oder Ablehnung der Investitionsprämie. Handelt es sich um eine Ablehnungsentscheidung, so stellt die Verwaltung dem Betrieb den Beschluss per Einschreiben oder durch jedes Mittel zu, durch welches dieser Zustellung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird.“

**Art. 4** - In Artikel 16 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. April und vom 9. Februar 2006, werden folgende Änderungen angebracht:

Absatz 1, 3° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„3° der in Art. 5, Absatz 1, 3° erwähnten Bedingungen während des abgeschlossenen Rechnungsjahres, das dem Antrag auf Auszahlung der Investitionsprämie vorangeht;“;

2° in Absatz 2 wird der Wortlaut „während höchstens 12 Monaten ab der Einreichung des Antrags auf Auszahlung“ gestrichen;

3° in Absatz 3 wird der Wortlaut „Wenn der Betrieb nach Ablauf dieser Frist nicht den Beweis erbracht hat,“ durch den Wortlaut „Wenn der Betrieb nach Ablauf der in Absatz 2 erwähnten Fristen, die 24 Monate nicht überschreiten dürfen, den Beweis nicht erbracht hat,“ ersetzt.

**Art. 5** - In Artikel 17 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. April und vom 9. Februar 2006, werden folgende Änderungen angebracht:

1° § 1, Absatz 1, 3°, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“3° der in Art. 5, Absatz 1, 3° erwähnten Bedingungen während des abgeschlossenen Rechnungsjahres, das dem Antrag auf Auszahlung der Investitionsprämie vorangeht;”;

2° in § 1, Absatz 2 wird der Wortlaut “während höchstens 12 Monaten ab der Einreichung des Antrags auf Auszahlung.” gestrichen;

3° i § 1, Absatz 3 wird der Wortlaut “Wenn der Betrieb nach Ablauf der in Absatz 2 angegebenen Frist nicht den Beweis erbracht hat,” durch den Wortlaut “Wenn der Betrieb nach Ablauf der in Absatz 2 erwähnten Fristen, die 24 Monate nicht überschreiten dürfen, den Beweis nicht erbracht hat,” ersetzt;

4° § 2, Absatz 1, 3° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“3° der in Art. 5, Absatz 1, 3° erwähnten Bedingungen während des abgeschlossenen Rechnungsjahres, das dem Antrag auf Auszahlung der Investitionsprämie vorangeht;”;

5° in § 2, Absatz 2 wird der Wortlaut “während höchstens 12 Monaten ab der Einreichung des Antrags auf Auszahlung.” gestrichen und wird der Wortlaut “nach den mit der zuständigen Verwaltung vereinbarten Modalitäten und Fristen” zwischen “Bedingungen” und “einzuhalten” eingefügt;

6° in § 2, Absatz 3 wird der Wortlaut “Wenn der Betrieb nach Ablauf dieser Frist nicht den Beweis erbracht hat” durch den Wortlaut “Wenn der Betrieb nach Ablauf der in Absatz 2 erwähnten Fristen, die 24 Monate nicht überschreiten dürfen, den Beweis nicht erbracht hat,” ersetzt.

**Art. 6** - In Artikel 20 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, werden folgende Änderungen angebracht:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut “der Verordnung (EG) Nr. 69/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf de-minimis-Beihilfen” durch den Wortlaut “der Verordnung (EG) Nr. 1998/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf de-minimis-Beihilfen” ersetzt;

2° in Absatz 2 wird der Wortlaut “im Laufe der vier Quartale, die dem in Art. 22 erwähnten Bezugsquartal folgen,” durch den Wortlaut “im Laufe der acht Quartale, die dem in Art. 22 erwähnten Bezugsquartal folgen,” ersetzt.

**Art. 7** - In Artikel 22, Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut “am achtzehnten” durch den Wortlaut “am dreißigsten” ersetzt.

**Art. 8** - Artikel 24 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 24 - Die Beschäftigungsprämie wird ausgezahlt, nachdem der Kleinbetrieb den Beweis für die Aufrechterhaltung des zusätzlichen Personals im Laufe des Zeitraums vom 1. bis zum 8. Quartal nach dem Bezugsquartal vorgelegt hat; diese Beweisführung erfolgt durch das Vorlegen der multifunktionellen Erklärungen bei der Datenbank der sozialen Sicherheit oder einer von einem durch den Minister der sozialen Angelegenheiten anerkannten Sozialsekretariat aufgestellten Bescheinigung. Falls die Verwaltung diese Daten direkt bei anderen Verwaltungen oder Amtsstellen per EDV erhalten kann, braucht das Kleinunternehmen ihr diese Daten nicht zu übermitteln.”

**Art. 9** - In Artikel 34, 4°, c), desselben Erlasses wird der Wortlaut “Politik in Sachen Investitionen und Produktion” durch den Wortlaut “Politik in Sachen Investitionen, Produktion, strategische Intelligenz, Differenzierung und Verwaltung der Sicherheitsnormen,” ersetzt.

**Art. 10** - Artikel 36 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 36 - § 1. Drei Arten von Beratungstätigkeiten sind zulässig:

1° die dringende Tätigkeit, wenn der Betrieb mit punktuellen und dringenden Schwierigkeiten in einem oder mehreren der in Artikel 34, 4°, a) oder h) erwähnten Bereiche konfrontiert ist;

2° die zielgerichtete Tätigkeit, wenn der Betrieb ein spezifisches und identifiziertes Bedürfnis in einem der in Artikel 34, 4°, d), e) und c) erwähnten Bereiche, was die Verwaltung der Sicherheitsnormen betrifft, hat;

3° die anderen Tätigkeiten, d.h. diejenigen, die nicht in eine unter 1° und 2° definierte Kategorie eingestuft werden können.

§ 2. Je nach der beantragten Tätigkeit erfolgt die Beratung wie folgt:

1° eine dringende Tätigkeit muss der Berater innerhalb von drei Monaten nach dem Beschluss der Verwaltung ausführen; ihre Dauer beträgt höchstens fünfzehn Tage;

2° eine zielgerichtete Tätigkeit muss der Berater innerhalb von zwölf Monaten nach dem Beschluss der Verwaltung ausführen;

3° eine andere Tätigkeit muss der Berater außer bei ordnungsgemäß begründeten Fällen innerhalb von vierundzwanzig Monaten nach dem Beschluss der Verwaltung ausführen.

§ 3. Der Betrieb reicht einen Antrag auf eine Prämie für Beratungsdienste bei der Verwaltung ein; hierzu benutzt er ein bei dieser verfügbares Musterformular. Innerhalb fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags bestätigt die Verwaltung dessen Empfang.

Der Betrieb gibt auf dem Antragsformular die Art der gewünschten Tätigkeit an und begründet seine Wahl.

Im in § 1 3° erwähnten Fall fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Gewährung der Prämie für Beratungsdienste innerhalb von dreißig Tagen nach der in Absatz 1 erwähnten Empfangsbestätigung zwecks der Durchführung durch den Berater einer vorherigen Studie während einer Höchstdauer von drei Tagen. Diese Studie zielt darauf ab, eine Gesamtdiagnose des Betriebs aufzustellen, und unter den in Art. 34, 4°, angeführten Bereichen, diejenigen zu bestimmen, für die die Beratung stattfinden müsste.”

**Art. 11** - Artikel 37 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 37 - Innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang eines Tätigkeitsvorschlags fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Gewährung der Prämie für Beratungsdienste, in dem die Bereiche bestimmt werden, für die die Beratung stattfindet, und die Höchstdauer der Beratung festgelegt wird.

Innerhalb fünfzehn Tagen ab dem Eingang des in Absatz 1 erwähnten Vorschlags einer Beratungstätigkeit bestätigt die Verwaltung dessen Empfang und legt das Datum fest, an dem das Investitionsprogramm in Betracht gezogen wird; dieses Datum entspricht dem Tag des Eingangs des Antrags.

Am Ende einer Beratungsaufgabe übermittelt der Betrieb der Verwaltung einen Bericht, in dem die Empfehlungen des Rates und die Aussichten zur Durchführung dieser Empfehlungen angeführt sind”.

**Art. 12** - In Artikel 38 desselben Erlasses wird der Wortlaut "in Art. 36 erwähnte Studie oder der in Artikel 37 erwähnte Bericht" durch den Wortlaut "in Artikel 36 § 3 Absatz 3 oder der in Artikel 37 Absatz 3 erwähnte Bericht" ersetzt.

**Art. 13** - Die Artikel 25 bis 26 desselben Erlasses werden außer Kraft gesetzt.

**Art. 14** - In denselben Erlass wird ein Artikel 26*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 26*bis* - Die Artikel 25 und 26 sind jedoch vorläufig auf die Anträge auf Beschäftigungsprämie in Bezug auf vor dem 2. Quartal 2006 erfolgten Anstellungen anwendbar."

**Art. 15** - Das Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ist folgendermaßen geregelt:

1° die Artikel 1 bis 5 werden am 1. Januar 2007 wirksam;

2° die Artikel 6 bis 8 werden am 1. Juli 2007 wirksam.

**Art. 16** - Die Anträge auf Beschäftigungsprämie, die ab dem 1. Juli 2007 bei der Verwaltung eingegangen sind und die ab dem 2. Quartal 2006 erfolgte Anstellungen betreffen, werden durch die Artikel 6 bis 8 geregelt.

**Art. 17** - Der Minister der Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,  
J.-C. MARCOURT

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4892

[2007/203608]

**6 DECEMBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen**

De Waalse Regering,

Gelet op verordening (EG) nr. 1628/2006 van de Commissie van 24 oktober 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag betreffende nationale investeringssteun met een gewestelijk doel;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-verdrag over de de minimis-steun;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij het decreet van 12 februari 2004 en de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005 en 9 februari 2006, inzonderheid op de artikelen 7, 19, lid 1, en 23, lid 1, van het decreet;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005, 9 februari 2006 en 6 december 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 juni 2007;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juni 2007;

Gelet op advies nr. 43.867/2/V van de Raad van State, gegeven op 24 augustus 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 11, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, worden de woorden "Het bestuur bericht er ontvangst van binnen de vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag en stelt de datum voor het in overweging nemen van het investeringsprogramma vast die overeenstemt met de datum van ontvangst van de aanvraag." geschrapt.

**Art. 2.** Artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006, wordt gewijzigd als volgt :

1° lid 3 wordt vervangen als volgt :

"Als de onderneming de voorwaarde bedoeld in artikel 5, 3°, niet naleeft, neemt de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot opschorting van de door het bestuur aan de onderneming medegedeelde premie, per aangetekend schrijven of op enige andere wijze van mededeling met vaste dagtekening.

Die beslissing gaat in te rekenen van de kennisgeving ervan aan de onderneming en eindigt te rekenen van de ontvangst door het bestuur van een nieuwe financiële toestand betreffende één van beide navolgende boekjaren waaruit blijkt dat de onderneming voldoet aan bovenvermelde voorwaarde." ;

2° lid 4 wordt opgeheven;

3° in lid 5 worden de woorden "of het vierde lid" geschrapt en de woorden "kenmerken omschreven in het derde en vierde lid" worden vervangen door de woorden "kenmerken omschreven in het derde lid".

**Art. 3.** Artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006, wordt vervangen als volgt :

"Art. 15. Binnen de vier maanden volgend op al naargelang het geval de ontvangst van het in artikel 11, tweede lid, bedoelde dossier van de ontbrekende gegevens bedoeld in artikel 12, tweede lid, of van de nieuwe financiële toestand bedoeld in artikel 12, derde lid, neemt de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot toekenning of weigering van de investeringspremie. Als het een weigeringsbeslissing betreft, geeft het bestuur daar kennis van aan de onderneming per aangetekend schrijven of op enige andere wijze van mededeling met vaste dagtekening."

**Art. 4.** Artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 april en 9 februari 2006, wordt gewijzigd als volgt :

1° lid 1, 3°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

3° de voorwaarde bedoeld in artikel 5, lid 1, 3°, tijdens het boekjaar afgesloten vóór de aanvraag tot vereffening van de investeringspremie;";

2° in lid 2 worden de woorden "tijdens een duur van twaalf maanden ingaand te rekenen van de indiening van de aanvraag tot vereffening" geschrapt;

3° in lid 3 worden de woorden "Als die termijn eenmaal verstreken is, en indien de onderneming het bewijs niet geleverd heeft" vervangen door de woorden "Als de termijnen bedoeld in lid 2 waarvan de duur niet meer mag bedragen dan 24 maanden, eenmaal verstreken zijn en indien de onderneming het bewijs niet geleverd heeft".

**Art. 5.** Artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 9 februari 2006, wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1, lid 1, 3°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

3° dat de voorwaarde bedoeld in artikel 5, lid 1, 3°, tijdens het afgesloten boekjaar voorafgaand aan de aanvraag tot vereffening van de investeringspremie nageleefd is;";

2° in § 1, lid 2, worden de woorden "tijdens een maximumduur van twaalf maanden ingaand te rekenen van de indiening van de aanvraag tot vereffening" geschrapt;

3° in § 1, lid 3, worden de woorden "Als de termijn bedoeld in lid 2 eenmaal verstreken is, en indien de onderneming het bewijs niet geleverd heeft" vervangen door de woorden "Als de termijnen bedoeld in lid 2 waarvan de duur niet meer mag bedragen dan 24 maanden, eenmaal verstreken zijn en indien de onderneming het bewijs niet geleverd heeft";

4, § 2, lid 1, 3°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

3° dat de voorwaarde bedoeld in artikel 5, lid 1, 3°, tijdens het afgesloten boekjaar voorafgaand aan de aanvraag tot vereffening van de investeringspremie nageleefd is;";

5° in § 2, lid 2, worden de woorden "tijdens een maximumduur van twaalf maanden ingaand te rekenen van de indiening van de aanvraag tot vereffening" geschrapt en tussen de woorden "om zich" en de woorden "te schikken" worden de woorden "op de wijze en binnen de termijn overeengekomen met het bevoegde bestuur" ingevoegd;

6° in § 2, lid 3, worden de woorden "Als die termijn eenmaal verstreken is, en indien de onderneming het bewijs niet geleverd heeft" vervangen door de woorden "Als de termijnen bedoeld in lid 2 waarvan de duur niet meer mag bedragen dan 2 maanden, eenmaal verstreken zijn en indien de onderneming het bewijs niet geleverd heeft".

**Art. 6.** Artikel 20 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006, wordt gewijzigd als volgt :

1° in lid 1 worden de woorden "verordening (EG) nr. 69/2001 van de Commissie van 12 oktober 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag over de de minimis-steun," vervangen door de woorden "Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-verdrag over de de minimis-steun,";

2° in lid 2 worden de woorden "in de loop van de vier daaropvolgende kwartalen" vervangen door de woorden "in de loop van de vier daarop volgende kwartalen".

**Art. 7.** In artikel 22, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "de achttiende" vervangen door de woorden "de dertigste".

**Art. 8.** Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

"Art. 24. De werkgelegenheidspremie wordt vereffend op voorlegging door de zeer kleine onderneming van het bewijs van het behoud van het bijkomend personeel in de loop van de periode van het eerste tot en met het achtste kwartaal volgende op het referentiekwartaal door de multifunctionele aangiften in te dienen bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid of een attest opgesteld door een sociaal secretariaat, erkend door het Ministerie van Sociale Zaken. Mocht het bestuur die gegevens op elektronische wijze rechtstreeks kunnen verkrijgen van andere besturen of instellingen, wordt de zeer kleine onderneming ervan vrijgesteld ze over te maken."

**Art. 9.** In artikel 34, 4°, c), van hetzelfde besluit worden de woorden "investerings- en productiebeleid" vervangen door de woorden "investeringsbeleid, productiebeleid, strategische-intelligentiebeleid, differentiëringsbeleid en beleid inzake het beheer van veiligheidsnormen;"

**Art. 10.** Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

"Art. 36. § 1. Er worden drie soorten adviesverleningsacties toegelaten :

1° de dringende actie, wanneer de onderneming in één of meerdere domeinen bedoeld in artikel 34, 4°, a) of h) gerichte of dringende moeilijkheden meemaakt;

2° de doelgerichte actie, wanneer de onderneming een specifieke behoefte heeft, onderkend in één van de domeinen bedoeld in artikel 34, 4°, d), e) en c) wat betreft het beheer van de veiligheidsnormen;

3° de andere acties, die niet vallen onder één van de categorieën bedoeld in 1° en 2°.

§ 2. De interventie gebeurt als volgt in functie van de gevraagde actie :

1° de dringende actie moet verricht worden door de adviesverlener binnen de drie maanden volgend op de beslissing van het bestuur en de duur ervan bedraagt hoogstens vijftien dagen;

2° de doelgerichte actie moet verricht worden door de adviesverlener binnen de twaalf maanden volgend op de beslissing van het bestuur;

3° een andere actie moet, behalve indien behoorlijk verantwoord, door de adviesverlener verricht worden binnen de vierentwintig maanden na de beslissing van het bestuur.

§ 3. De onderneming dient bij het bestuur een premieaanvraag in voor adviesverlenende diensten aan de hand van een typeformulier dat bij het bestuur beschikbaar is. Het bestuur bericht er ontvangst van binnen de vijftien dagen na ontvangst ervan.

De onderneming geeft in het aanvraagformulier het soort actie waarom verzocht is aan en motiveert haar keuze.

In het geval bedoeld in § 1, 3°, neemt de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot toekenning van de premie voor adviesverlening binnen de dertig dagen na het bericht van ontvangst bedoeld in lid 1 met het oog op de verwezenlijking door een adviseur van een voorstudie met een maximumduur van drie dagen. Die studie heeft tot doel een globale diagnose op te stellen van de onderneming en onder de gebieden bedoeld in artikel 34, 4°, de gebieden aan te geven waarin de adviseur zijn diensten zou moeten aanbieden."

**Art. 11.** Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

"Art. 37. Binnen de dertig dagen volgend op de ontvangst van een voorstel tot actie treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot toekenning van de premie voor adviesverlening waarin de gebieden aangegeven worden waarin de adviesverleningsactie plaatsvindt, alsook de maximumduur ervan.

Het bestuur bericht ontvangst binnen de vijftien dagen na het voorstel tot dienstverlenende actie bedoeld in lid 1 en stelt de datum vast van inoverwegingname ervan die overeenstemt met de datum van ontvangst ervan.

Bij beëindiging van een adviesverleningsopdracht maakt de onderneming een verslag aan het bestuur over waarin de aanbevelingen van de adviseur opgenomen zijn, ls mede de vooruitzichten voor de toepassing ervan."

**Art. 12.** In artikel 38 van hetzelfde besluit worden de woorden "in artikel 36 of van het verslag bedoeld in artikel 37" vervangen door de woorden "in artikel 36, § 3, lid 3, of van het verslag bedoeld in artikel 37, lid 3".

**Art. 13.** De artikelen 25 en 26 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. 14.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 26bis ingevoegd, luidende :

"Art. 26bis. De artikelen 25 en 26 gelden evenwel voorlopig voor de aanvragen voor werkgelegenheidspremies voor aanwervingen van vóór het tweede kwartaal 2006."

**Art. 15.** De inwerkingtreding van dit besluit is geregeld als volgt :

1° de artikelen 1 tot en met 5 hebben uitwerking op 1 januari 2007;

2° de artikelen 6 tot en met 8 hebben uitwerking op 1 januari 2007.

**Art. 16.** De aanvragen voor werkgelegenheidspremies die het bestuur ontvangen heeft vanaf 1 juli 2007 met betrekking tot aanwervingen vanaf het tweede kwartaal 2006 worden geregeld bij de artikelen 6 tot en met 8.

**Art. 17.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 december 2007.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT

---

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4893

[2007/203602]

**6 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 2 et l'article 14, § 2, 2°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 22 novembre 2007 acceptant l'adhésion, dans le cadre du plan d'action pluriannuel relatif à l'habitat permanent dans les équipements touristiques, de la ville de Binche et de la commune de Dour et acceptant le retrait de des communes d'Incourt, Merbes-le-Château et Tellin;

Sur la proposition du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer en faveur de ménages en état de précarité et de personnes sans abri est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

**Art. 2.** L'ajout de la commune de Dour à la liste des communes en annexe prend effet au 3 septembre 2007.

L'ajout de la ville de Binche, et le retrait des communes d'Incourt, Merbes-le-Château et Tellin à la liste des communes en annexe prend effet le 22 novembre 2007.

**Art. 3.** Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 décembre 2007.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

---

### ANNEXE

Liste des 36 communes signataires d'une convention de partenariat relative au plan habitat permanent approuvée par le Gouvernement wallon.

1. Andenne
2. Anhée
3. Aywaille
4. Bastogne
5. Bernissart
6. Binche
7. Brugelette
8. Cerfontaine
9. Chimay
10. Comblain-au-Pont
11. Couvin
12. Dour
13. Durbuy
14. Ellezelles
15. Esneux